

Migrations mondiales

LES MIGRATIONS mondiales sont un phénomène séculaire et les migrations de masse volontaires (excluant les esclaves et les domestiques sous contrat) ont commencé il y a deux cents ans. Les raisons d'émigrer n'ont rien de mystérieux : aujourd'hui, comme il y a deux siècles, le but est d'améliorer son sort. Les seuls changements concernent les catégories de migrants et leur origine géographique.

En deux siècles, la demande d'émigration de pays pauvres vers de lointains pays riches et la capacité des candidats à financer leur voyage ont incroyablement augmenté. Au XX^e siècle, l'écart de niveau de vie entre le tiers monde et les pays industrialisés s'est creusé, ce qui a encouragé les départs. En même temps, l'éducation et le niveau de vie ont progressé dans les régions pauvres, et les coûts de transport ont diminué grâce aux nouvelles technologies, facilitant le financement des expatriations.

C'est ainsi que, à la longue, des émigrants de plus en plus pauvres, issus des pays les plus éloignés des marchés où le travail est bien rémunéré, ont échappé au piège de la pauvreté. Cette tendance n'est pas sans conséquences politiques pour les pays d'accueil : par rapport à celle de la population autochtone, la « qualité » des immigrants a progressivement baissé, au moins si l'on en juge par la manière dont les marchés du pays d'accueil valorisent leur travail.

La proportion de jeunes adultes mobiles a augmenté quand les pays pauvres ont entamé leur longue modernisation économique, ce qui a accentué la demande d'émigration. Tout passage dans la modernité se double d'une transition démographique : les progrès de la nutrition et de la santé font chuter la mortalité infantile et donc augmenter le taux de survie. Quelques

décennies plus tard, les nombreux enfants qui ont survécu sont devenus de jeunes adultes, qui sont précisément les candidats les plus sensibles aux sirènes de l'émigration.

Ces évolutions démographiques ont largement contribué à pousser les Européens pauvres à émigrer en nombre croissant à la fin du XIX^e siècle, et plus encore à faire partir la main-d'œuvre du tiers monde vers les pays industrialisés à la fin du siècle suivant. Dans les pays riches, à l'inverse, le vieillissement de la population entraîne une pénurie d'adultes actifs et la demande d'immigration renforce à son tour la demande d'émigration.

Le bond spectaculaire des migrations internationales massives observé après les années 60 n'aurait donc pas dû étonner ceux qui avaient étudié le passé. Néanmoins, pour bien comprendre les migrations massives et leurs évolutions probables, il ne suffit pas d'examiner les toutes dernières décennies. Il faut évaluer la situation présente à la lumière d'une histoire qui s'étale sur deux siècles.

Deux siècles de migrations massives nous éclairent sur les flux mondiaux futurs

Jeffrey G.

Williamson

Des immigrants européens font la queue pour entrer à New York vers 1900.



La première vague

La découverte des Amériques a alimenté un flux régulier de migrations volontaires en provenance d'Europe. En raison du coût des transports et des risques encourus, seuls les plus riches et les plus intrépides ont fait le voyage. La distance aussi posait problème : plus le trajet était long, plus le coût était élevé, et plus s'opérait une sélection positive. Ces migrants étaient toutefois bien moins nombreux que les travailleurs sous contrat et les esclaves. Avant 1820, ces derniers ont été environ 11,3 millions à partir pour le Nouveau Monde, dont 8,7 millions d'esclaves africains. Un autre grand groupe d'émigrés européens était constitué de domestiques sous contrat et de condamnés, qui ne finançaient pas eux-mêmes leur voyage. Avant le XIX^e siècle, ce sont donc essentiellement les esclaves et les migrants sous contrat qui ont pallié la pénurie de main-d'œuvre qui sévissait outre-Atlantique.

Une fois engagée, cependant, la transition vers des migrations volontaires, qui marque une étape décisive dans l'histoire des mouvements intercontinentaux, a été spectaculaire : la proportion de migrants libres a bondi de 20 % dans les années 1820 à 80 % dans les années 1840. La combinaison d'incitations, de contraintes et de politiques à l'origine de cette transition rappelle ce qui se passe aujourd'hui.

Durant les trois décennies qui ont suivi 1846, le nombre des émigrants s'élevait en moyenne à 300.000 par an; il a plus que doublé au cours des deux décennies suivantes, pour dépasser le million au tournant du siècle (voir graphique). La provenance géographique des migrants a aussi considérablement changé. Dans la première moitié du XIX^e siècle, les principaux foyers d'émigration se trouvaient dans des régions d'Europe assez prospères (îles Britanniques, puis Allemagne). Les premiers migrants ont ensuite été rejoints par un flux croissant de Scandinaves et autres citoyens du Nord-Est de l'Europe, puis, dans les années 1880, par des habitants d'Europe du Sud et de l'Est.

L'immense majorité d'entre eux ont fait route vers le continent américain, en particulier vers les États-Unis. De 1846 à l'imposition de quotas, dans les années 20, l'immigration aux États-Unis reflète fidèlement l'émigration européenne. Vers la fin des années 1880, d'importantes cohortes de migrants ont gagné l'Amérique du Sud, essentiellement l'Argentine et le Brésil, puis le Canada, au début du XX^e siècle. D'autres ont quitté le Royaume-Uni pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande

ou l'Afrique du Sud. De 1906 à 1910, néanmoins, les États-Unis ont absorbé 64 % de l'émigration vers le continent américain, suivis par l'Argentine, qui en a accueilli 17 %.

L'Europe a également été le théâtre de migrations importantes. Avec l'émigration irlandaise vers la Grande-Bretagne, liée à la première révolution industrielle, les villes britanniques comptaient presque 9 % d'Irlandais de souche en 1851. Dans les années 1890, plus de la moitié des émigrés italiens n'ont pas quitté l'Europe et se sont établis surtout en France et en Allemagne. Un troisième exemple est fourni par l'émigration d'Europe de l'Est vers l'Allemagne et d'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest, un schéma que l'on retrouve aujourd'hui. Quand le coût du voyage entre les régions rurales de l'Europe et les villes d'entrée situées sur la côte est-américaine a baissé, les migrations de retour ont grimpé en flèche. D'après les autorités américaines, elles ont représenté 30 % des entrées brutes entre 1890 et 1914.

Que représentaient ces migrations de masse pour les pays d'origine et les pays de destination? Des taux supérieurs à 50 % par décennie étaient fréquents pour la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège pendant les dernières années du XIX^e siècle, et pour l'Italie, le Portugal et l'Espagne à la fin du siècle. Les taux plus bas enregistrés ailleurs restent élevés par rapport aux critères actuels. Les taux d'immigration dans le Nouveau Monde étaient même supérieurs aux taux d'émigration européens, ce qui est logique, car la population des pays de départ était plus importante que celle du pays de destination. Dans tous les pays du Nouveau Monde à l'exception du Brésil, les taux d'immigration étaient largement supérieurs à 50 % pendant la première décennie du XX^e siècle.

De tels taux d'immigration ont des effets économiques non négligeables sur le marché du travail du pays d'origine comme du pays de destination, d'autant plus qu'il existe bien une tendance à l'autosélection de ceux qui ont le plus à gagner en partant, à savoir les jeunes hommes. De ce fait, les taux d'activité des migrants étaient bien supérieurs à ceux des populations qu'ils quittaient ou qu'ils rejoignaient. Il s'ensuit que les *taux de migration de travail* dépassaient les taux de migration de peuplement, pourtant déjà élevés.

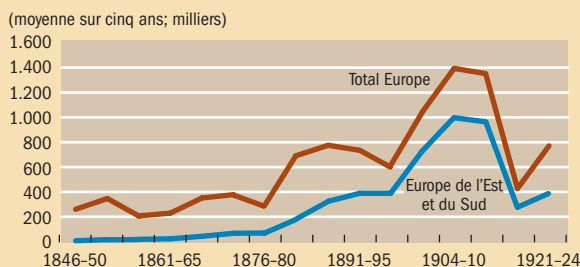
Au total, quel était le pourcentage de non-autochtones en Europe et dans le Nouveau Monde à la fin du XIX^e siècle? Juste avant la Première Guerre mondiale, le pourcentage le plus élevé (environ 30 % de la population totale) était mesuré en Argentine et en Nouvelle-Zélande; il atteignait 14,7 % aux États-Unis, le plus grand pays d'immigration (tableau 1). Ces proportions sont beaucoup plus élevées qu'aujourd'hui, où les migrants se répartissent bien plus également dans toute l'économie atlantique (Europe, Amériques, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud). Et les rôles respectifs de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique latine s'inversent.

Le «cycle de vie» d'une émigration massive

La plupart des 60 millions d'Européens qui ont émigré pour le Nouveau Monde de 1820 à 1920 environ ont fui la pauvreté sans aide du gouvernement et sans avoir le statut officiel de travailleur immigré. La famine et la révolution ont peut-être contribué à déclencher la première grande migration de masse dans les années 1840, mais ce sont les fondamentaux économiques et démographiques qui expliquent pourquoi chaque vague a été plus forte que la précédente. Si nous ne cherchions que les

La ruée vers les Amériques

Le nombre annuel d'émigrants européens est passé de 300.000 en 1846 à plus d'un million à la fin du siècle, avant de retomber à cause de l'imposition de quotas par les États-Unis.



Source : I. Ferenczi et W.F. Willcox, 1929, *International Migrations*, Vol. 1 (New York: National Bureau of Economic Research).

raisons qui ont poussé autant d'Européens à émigrer pendant le premier siècle de mondialisation, nous en aurions vite fini : dans les pays d'accueil qui manquaient de main-d'œuvre, le niveau de vie était tout simplement très supérieur.

Mais pourquoi le phénomène de l'émigration est-il cyclique? Initialement bas, les taux d'émigration ont en général *fortement augmenté* au début du processus de développement économique des pays pauvres, puis le mouvement s'est ralenti, les taux ont plafonné et fini par chuter. Le constat de la cyclicité de l'émigration a été corroboré à de nombreuses reprises pendant le premier siècle de mondialisation. Comment s'explique ce phénomène?

À l'époque préindustrielle, les faibles taux d'émigration allaient de pair avec le bas niveau des salaires : ceux qui auraient eu le plus à gagner à émigrer n'en avaient pas les moyens. Par

«Deux régimes caractérisent généralement l'histoire de l'émigration dans un pays : le premier est conditionné par l'offre d'émigrants, le second par la demande.»

conséquent, les énormes écarts entre les pays à hauts salaires en voie d'industrialisation et riches en ressources naturelles et les pays ruraux à bas salaires disposant de faibles ressources expliquaient assez bien les taux d'émigration. Quand les pays d'origine pauvres se sont industrialisés, les salaires réels ont augmenté et les freins à l'émigration se sont peu à peu desserrés : de plus en plus de candidats ont été en mesure de financer leur voyage. La tendance s'est poursuivie et la réserve de migrants potentiels s'est lentement épuisée.

La transition démographique a également joué un rôle. Avec un décalage de 15 ou 20 ans, la chute de la mortalité infantile a abouti à la formation d'une cohorte plus nombreuse de jeunes adultes mobiles, contribuant encore davantage à l'essor de l'émigration. En outre, les envois de fonds des premiers émigrés ont aidé à financer les regroupements familiaux. Quand la transition démographique atteignit son sommet, quand les envois de fonds se furent stabilisés et quand l'industrialisation du pays d'origine eut dopé les salaires et déverrouillé le piège de la pauvreté, les hausses ultérieures des salaires réels firent baisser le taux d'émigration.

Le premier siècle de mondialisation illustre donc les deux régimes qui caractérisent généralement l'histoire de l'émigration dans un pays : le premier est conditionné par l'offre d'émigrants, le second par la demande. Dans le premier, les taux d'émigration et les salaires augmentent dans le pays d'origine. Passé un certain niveau, les salaires sont assez élevés et les obstacles financiers se font moins contraignants : chaque hausse des salaires nationaux par rapport aux salaires étrangers rend l'émigration moins attractive, le taux d'émigration baisse et une période d'émigration commandée par la demande s'ouvre alors.

Le cycle de l'émigration s'accompagne d'une modification progressive des foyers d'émigration et de la qualité des migrants. La révolution industrielle et celle des transports, qui ont réduit

le coût des voyages au long cours et la part du revenu annuel à consacrer à ce poste, explique l'augmentation des distances. Un plus grand nombre de candidats venus des confins de l'Europe de l'Ouest et de régions reculées d'Europe de l'Est et du Sud ont pu faire le voyage. Peu à peu, les pays pourvoyeurs de migrants ont changé : ceux qui sont entrés plus tardivement dans l'ère de la croissance économique moderne ont pris le relais. De surcroît, tandis que chaque pays suivait son propre cycle d'émigration, le pourcentage d'émigrants originaires de pays pauvres a fortement augmenté.

Le puissant phénomène d'autosélection positive qui avait caractérisé les migrations internationales au début du siècle a disparu, remplacé par la *sélection négative*. Effet des lois du mouvement économique et démographique, ce changement spectaculaire s'est accompagné d'une baisse de la qualité des immigrés sur les marchés du travail des pays d'accueil et *par rapport aux populations autochtones*, qui amélioraient plus vite leur capital humain. Rien n'a jamais permis d'affirmer avec certitude que les immigrés sont victimes de discriminations sur le marché du travail américain, mais ils gagnaient moins que les autochtones avant 1913 et l'écart est à nouveau perceptible depuis 1970. La raison en est que les immigrés n'ont pas le même niveau d'éducation, de formation professionnelle, de compétences en anglais et d'information sur les emplois que les actifs nés sur le territoire. Le nombre d'immigrés a fortement augmenté dans les décennies qui ont précédé 1913 et progressé encore plus nettement depuis 1950.

Cette baisse relative et parfois absolue de la qualité des immigrés n'était pas sans lien avec la perception de plus en plus négative de l'immigration aux États-Unis. Le gonflement des flux a également contribué à accentuer l'hostilité vis-à-vis des immigrés, la population autochtone se sentant évincée par les nouveaux arrivants. Dans les années 1890, ce sentiment s'est intensifié. En réponse aux doléances d'électeurs, la Chambre des Représentants a élaboré une loi visant à exclure les immigrés issus de pays pauvres : le *Literacy Act* a finalement été adopté en 1917. Après la Grande Guerre, le Congrès n'a eu aucun mal à la compléter par les *Quota Acts* de 1921, 1924 et 1927, plus restrictifs, ainsi que par l'interdiction de l'immigration asiatique. D'autres pays à salaires élevés ont emboîté le pas aux États-Unis, et le premier siècle de migrations mondiales a pris fin.

La seconde vague

Les vagues annuelles d'émigration vers l'Amérique du Nord et l'Océanie ont augmenté progressivement entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le milieu des années 70, pour culminer à 1 million d'entrées par an dans les années 90. Les chiffres étaient alors les mêmes qu'un siècle plus tôt en valeur absolue, mais représentaient un pourcentage moins important de la population totale et active. Ainsi, le taux d'immigration annuel aux États-Unis est passé de 11,6 ‰ en 1900–10 à 0,4 ‰ en 1940–50, pour remonter à 4 ‰ dans les années 90. Après le pic de 15 % observé en 1910, le pourcentage de la population américaine née à l'étranger a atteint son plus bas niveau du siècle en 1970 (4,7 %). L'envol de l'immigration après la guerre l'a ramené à plus de 8 % en 1990 et plus de 10 % en 2000. En retrait pendant un demi-siècle, les États-Unis sont redevenus une terre d'immigration.

Ce scénario de l'après-guerre n'a pas concerné que les États-Unis. Le pourcentage de la population née à l'étranger a aug-

menté de presque un tiers en Océanie de 1965 à 2000 (de 14,4 à 19,1 %), a plus que doublé en Amérique du Nord (de 6 à 13 %) et plus que triplé en Europe (de 2,2 à 7,7 %). Naturellement, le chiffre des immigrés sans papiers ferait encore monter les pourcentages et accentuerait probablement la tendance à la hausse mesurée au fil des ans.

La forte poussée des migrations internationales de masse surprend d'autant plus qu'elle s'est produite dans un climat politique peu favorable. Avant le premier conflit mondial, les migrations de masse avaient lieu sans que l'on parle de visas, de quotas, de demandeurs d'asile, d'immigrants clandestins ou de barrières de sécurité. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ces éléments sont présents dans toutes les migrations de masse. Si l'immigration sans restrictions qui a caractérisé le premier siècle de mondialisation, avant 1913, avait perduré jusqu'à nos jours, les chiffres seraient-ils deux fois, trois fois, voire cinq fois, supérieurs aux chiffres actuels?

Tableau 1

Brassage de populations

Contrairement à l'Amérique latine, l'Europe occidentale attire de plus en plus d'immigrants.

(part de la population née à l'étranger, en pourcentage)

	1870-71	1890-91	1910-11	2000-01
Europe				
Allemagne	0,5	0,9	1,9	8,9
France	2,0	3,0	3,0	10,0
Royaume-Uni	0,5	0,7	0,9	4,3
Danemark	3,0	3,3	3,1	5,8
Norvège	1,6	2,4	2,3	6,3
Suède	0,3	0,5	0,9	11,3
Nouveau monde				
Australie	46,5	31,8	17,1	23,6
Nouvelle-Zélande	63,5	41,5	30,3	19,5
Canada	16,5	13,3	22,0	17,4
États-Unis	14,4	14,7	14,7	11,1
Argentine	12,1	25,5	29,9	5,0
Brésil	3,9	2,5	7,3 ¹	

Source : Williamson and Hatton, 2005.
¹Nombre de ressortissants étrangers en 1900.

Tableau 2

Origine des immigrants aux États-Unis

Près de la moitié viennent aujourd'hui d'Amérique latine, contre environ un cinquième dans les années 50.

(pourcentage du total)

Région d'origine	1951-60	1961-70	1971-80	1981-90	1991-2000
Europe	52,7	33,8	17,8	10,3	14,9
Ouest	47,1	30,2	14,5	7,2	5,6
Est	5,6	3,6	3,3	3,1	9,4
Asie	6,1	12,9	35,3	37,3	30,7
Amériques	39,6	51,7	44,1	49,3	49,3
Canada	15,0	12,4	3,8	2,1	2,1
Mexique	11,9	13,7	14,2	22,6	24,7
Caraïbes	4,9	14,2	16,5	11,9	10,8
Amérique centrale	1,8	3,1	3,0	6,4	5,8
Amérique du Sud	3,6	7,8	6,6	6,3	5,9
Afrique	0,6	0,9	1,8	2,4	3,9
Océanie	0,5	0,8	0,9	0,6	0,6
Total (millions)	2,5	3,3	4,5	7,3	9,1

Source : U.S. Citizenship and Immigration Services, 2003.

Note : origine nationale fondée sur le dernier pays de résidence. Le total comprend 2,7 millions d'anciens immigrés clandestins en cours de régularisation en vertu de la loi de 1986 sur le contrôle et la réforme de l'immigration. Ceux-ci se répartissent entre 1,3 million pour la décennie 1981-90 et 1,4 million pour la décennie 1991-2000.

Alors que les migrations internationales ont beaucoup augmenté, la valeur des immigrés sur le marché du travail a diminué. Ainsi, aux États-Unis, les hommes immigrés gagnaient 4,1 % de plus que leurs homologues autochtones en 1960, mais 16,3 % de moins qu'eux en 1990. Avant d'être assimilés à la population du pays d'accueil, les immigrés sont toujours désavantagés en termes de salaire, mais leurs salaires initiaux (comparés à ceux des autochtones) a chuté de 24 points entre 1960 et 1990. Leur niveau d'études moyen s'est amélioré, mais moins vite que celui des autochtones. Le pourcentage de primo-arrivants ayant effectué, au mieux, des études secondaires était supérieur de 5,6 points à celui de la population autochtone en 1970, mais l'écart était de 20,4 points en 1990; il avait donc presque quadruplé.

Cette baisse de la qualité de l'immigration avait essentiellement au fait que les foyers d'émigration avaient changé (tableau 2) et reflète les quatre mutations qu'ont connues les migrations internationales au cours des cinquante années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. La première mutation est le déclin de l'émigration européenne, qui s'explique notamment par la résurgence de mouvements migratoires à l'intérieur de l'Europe (Turquie comprise) : en 2000, les étrangers d'origine européenne représentaient 10,3 % de la population d'Europe de l'Ouest, contre 1,3 % en 1950. La hausse est même supérieure si l'on inclut les naturalisés.

Plus récemment, l'Europe de l'Ouest et du Sud a vu arriver des migrants d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. Depuis l'effondrement du bloc soviétique dans les années 90, l'Europe de l'Ouest a également absorbé des migrants originaires de l'Est, en particulier des anciennes républiques soviétiques. Du coup, le taux annuel d'immigration nette dans l'Union européenne a grimpé en flèche depuis les années 80 et dépasse désormais celui des États-Unis. Si l'on compte les immigrés clandestins, l'écart serait même plus prononcé.

La deuxième mutation concerne l'émigration en provenance d'Europe de l'Est. Les flux Est-Ouest sont déjà anciens, mais s'étaient taris en raison de la politique d'émigration des économies planifiées. Des tournants décisifs ont été pris dans les années 80, quand les économies polonaise et roumaine se sont ouvertes, et plus encore après la chute du Mur de Berlin, en 1989. Les flux en provenance de ces économies en transition ont quintuplé entre 1985 et 1989, dépassé 1 million de personnes par an jusqu'en 1993 et légèrement fléchi ensuite. L'Europe semble bien avoir renoué avec la tradition des migrations d'Est en Ouest.

La troisième mutation réside dans la transformation de l'Amérique latine : ancien grand pôle d'immigration, elle est devenue un important foyer d'émigration. Le premier siècle de mondialisation nous incite à penser que les pays agricoles pauvres à bas salaires favorisent l'émigration quand ils s'industrialisent, mais que, passé un certain stade, ils retiennent leur population et accueillent des migrants, tandis que l'industrialisation se poursuit et que les salaires augmentent. L'Amérique latine fait figure d'exception : en 1960, elle comptait 1,8 million d'immigrés (entrées nettes); en 1980, elle a vu partir 1,8 million d'émigrés (sorties nettes). Cette originalité semble tenir à la présence de son voisin septentrional, qui est bien plus prospère et affiche une croissance très supérieure.

La quatrième et plus importante mutation de l'après-guerre, qui reproduit le cycle observé au cours du premier siècle de mondialisation, a consisté dans l'arrivée massive de migrants

d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, jusqu'alors extrêmement peu nombreux. La première phase des processus d'industrialisation et de transition démographique a fait céder le piège de la pauvreté et déclenché une vive poussée d'émigration. Ainsi, le «miracle» est-asiatique a d'abord favorisé une forte hausse de l'émigration, qui a ensuite ralenti, culminé, puis diminué au fur et à mesure du développement. Au Moyen-Orient, le cycle a été plus tardif, comme le développement lui-même. En Afrique, où la croissance du revenu par habitant a été si décevante ces cinquante dernières années, le cycle a démarré encore plus tard.

Pendant le premier siècle de mondialisation, les explosions démographiques et les révolutions industrielles dans leur phase

Dans les pays postindustriels, le vieillissement de la population pourrait stimuler la demande d'immigration de travail, mais le ralentissement de la croissance dans les pays d'accueil risque de contrer la tendance.

initiale ont fait bondir l'émigration en provenance des pays pauvres, tandis que les phases de stagnation démographique et les révolutions industrielles matures ont eu l'effet inverse dans les pays devenus plus riches. La baisse des coûts de transport et les transferts de fonds des travailleurs ont amplifié ces phénomènes, qui ont lentement atténué la sélection positive : les plus pauvres n'ont pu émigrer que vers la fin du premier siècle de mondialisation, au moment où leurs revenus ont augmenté et où le prix du voyage a chuté. Par la suite, les mêmes phénomènes ont été à l'œuvre, mais les politiques d'immigration les ont renforcés. Aux États-Unis, par exemple, les quotas par nationalité (et l'interdiction de l'immigration asiatique) ont été abolis en 1965, puis remplacés par des quotas mondiaux, et le regroupement familial est devenu un critère d'entrée essentiel. L'Australie, le Canada et d'autres pays industrialisés ont également levé les obstacles à l'entrée de certaines nationalités, mais les effets sur la composition de l'immigration ont été moins spectaculaires.

Évolutions prévisibles

Il me semble que les deux premières ères de migrations internationales — celle d'avant 1913 et celle d'après 1950 — permettent d'entrevoir ce que seront les migrations du futur.

Bien que les plus pauvres n'aient jamais pris part aux migrations massives, il est clair que l'émigration européenne au XIX^e siècle a fait reculer la pauvreté : les niveaux de vie respectifs des pays de départ et des pays de destination ont convergé durant cette période, surtout sous l'effet des migrations de masse, qui ont beaucoup plus contribué à cette convergence que l'essor du commerce et des marchés financiers au premier siècle de mondialisation. Ce n'est pas le cas de l'Asie, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, non pas parce que l'effet du commerce et des marchés financiers mondiaux y est plus puissant, mais parce que, dans ces pays immensément peuplés qui envoient leurs citoyens vers des pays à salaires élevés, le

pourcentage d'émigrés est nettement plus faible. Autrement dit, par rapport aux pays d'accueil, les pays du tiers monde dont partent les migrants ont des populations considérablement plus nombreuses que les foyers d'émigration européens avant 1913. De ce fait, à taux d'immigration identiques, les taux d'émigration sont très inférieurs à ceux d'il y a un siècle.

Durant la première ère de mondialisation, l'émigration a sensiblement amélioré le niveau de vie dans les pays pauvres d'origine. Elle *pourrait* le faire aussi pendant la deuxième ère, mais ce n'est généralement pas le cas, et ce pour deux raisons. Premièrement, la réussite du développement des pays pauvres dépend bien plus qu'avant d'une croissance rapide de la productivité et d'un rattrapage économique; deuxièmement, les pays riches ont fermé leurs frontières.

Si les migrations internationales de masse sont susceptibles d'être plus bénéfiques que durant la première ère, pourquoi autant de candidats au départ se voient-ils empêchés d'immigrer? La réponse tient en grande partie aux ajustements économiques dans les pays d'accueil et à ceux qui en pâtissent. Elle tient, par exemple, aux dommages économiques subis par les travailleurs autochtones peu qualifiés et à leur influence politique. Ces facteurs ont contribué de manière déterminante à ce que les États-Unis, l'Australie, l'Argentine et d'autres pays à salaires élevés renoncent à l'immigration sans restrictions avant la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, leur rôle est identique. Les restrictions modernes dépendent également du coût budgétaire net de l'immigration, de ceux qui doivent l'assumer et de l'influence politique des contribuables concernés. Au cours de la première ère de mondialisation, les débats sur l'immigration ont laissé ces questions de côté, car l'État providence n'existait pas encore.

Quoi qu'il en soit, la demande d'émigration vers les pays à hauts salaires ne va pas croître indéfiniment. Le rythme des vingt-cinq prochaines années sera sans doute moins rapide que celui des vingt-cinq dernières. Quand les forces de *transition* sous-jacentes qui ont dopé l'émigration en provenance du tiers monde (démographie et industrialisation) cesseront d'agir, l'incitation à émigrer disparaîtra. La plupart des pays est-asiatiques et un grand nombre de pays du Sud-Est asiatique qui ont connu leur miracle économique ont déjà atteint ce stade. Et la croissance impressionnante des économies chinoise et indienne permet d'affirmer que les deux pays les plus peuplés de la planète auront eux aussi bientôt atteint ce stade. Je pense que même les pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient dont la croissance est plus lente y parviendront sous peu. Le cas de l'Afrique, qui n'est pas encore un foyer d'émigration de masse, est incertain. Dans les pays postindustriels, le vieillissement de la population pourrait stimuler la demande d'immigration de travail, mais le ralentissement de la croissance dans les pays d'accueil risque de contrer la tendance.

À mon avis, la prochaine mutation consistera dans une importante hausse relative des migrations Sud-Sud, c'est-à-dire à l'intérieur du tiers monde, et un recul relatif marqué des migrations Sud-Nord, entre le tiers monde et l'Occident. ■

Jeffrey Williamson est professeur d'économie (chaire Laird Bell) à l'université Harvard. Cet article s'inspire très largement de l'ouvrage qu'il a écrit avec Timothy J. Hatton, intitulé Global Migration and the World Economy: Two Centuries of Policy and Performance (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).